

## Table des matières

1	Les ambulanciers bloquent la circulation sur certaines routes d'Ile-de-France .....	1
2	Tram 3 prolongé: derniers préparatifs avant la mise en service.....	2
3	Ces régions où l'emploi se porte bien.....	3
4	INTERVIEW // Geoffroy Roux de Bézieux, président du Medef « Ce qui compte, c'est la compétitivité » .....	5
5	Cinq chantiers prioritaires.....	8
6	Air France doit maintenant négocier avec ses navigants.....	11
7	De passage à Paris, Daniel Kretinsky s'explique sur ses intentions dans le secteur des médias français.....	12
8	Carburants : Macron face à la colère des gilets jaunes .....	13
9	Macron lance son opération reconquête des territoires .....	14
10	En Nouvelle-Calédonie, le succès étonnant du « non » rebat les cartes .....	16
11	Donald Trump au coeur des élections de mi-mandat .....	18
12	Les nouvelles sanctions américaines contre l'Iran entrent en vigueur .....	19

### ::: ILE-DE-FRANCE

#### LE PARISIEN – 05/11/2018

#### **1 Les ambulanciers bloquent la circulation sur certaines routes d'Ile-de-France**

##### **Ils dénoncent une réforme du financement des transports sanitaires.**

La circulation était plus difficile que d'habitude ce lundi matin sur certaines routes d'Ile-de-France. Des ambulanciers ont notamment manifesté sur certaines portions de l'A4 en direction de la capitale ainsi que sur le périphérique extérieur entre l'A4 et le Nord de Paris.

[Sytadin](#), le site de la Direction des routes de la région, a enregistré un pic de bouchons légèrement supérieur à 400 km/h. Il s'agit d'un cumul supérieur d'environ 75 km à la moyenne. Mais ce cas est très fréquent et n'a donc rien d'exceptionnel.

Les manifestants doivent prendre la direction du ministère de la Santé, dans le 7<sup>e</sup> arrondissement, où un rendez-vous est prévu dans l'après-midi. En milieu de matinée ils se trouvaient aussi sur le périphérique intérieur, dans l'Est, bloquant les deux sens de circulation.

Cette opération escargot est organisée dans le cadre d'une journée de grève en réponse à une réforme de leur activité. Depuis le 1<sup>er</sup> octobre, le financement des transports sanitaires entre établissements de santé a été modifié. Dorénavant, les hôpitaux peuvent choisir quelle société d'ambulance ils utilisent. Jusqu'alors, les patients sélectionnaient le service d'ambulance auquel ils voulaient avoir recours.



freinage, qui est plus long sur rail que sur pneu, mais aussi à gérer les passagers, qui sont juste derrière et sans séparation, contrairement au métro ou au bus. »

### **La fréquentation de la ligne va doubler**

Et en la matière, même pour les « anciens » du T3b, il va y avoir de sacrés changements. Car si la ligne, avec huit nouveaux arrêts s'étendant sur un peu plus de 4 km, n'est prolongée que d'un tiers, sa fréquentation, elle, va quasiment doubler, pour passer de 130 000 à 220 000 voyageurs par jour ! Cette nouvelle portion du T3b va ainsi desservir un quartier qui a notamment vu apparaître la cité judiciaire (9 000 personnes) et des centaines de nouveaux logements le long des Maréchaux.

Laurence, qui conduit sur la ligne existante, reconnaît avoir « un peu la pression, car on sait que cette extension est très attendue par les habitants du quartier et ceux qui y travaillent. Mais en même temps, comme la fréquence de passage va augmenter en heure de pointe (toutes les quatre minutes, contre cinq auparavant), cela devrait permettre d'absorber ces nouveaux passagers sans qu'ils soient plus serrés dans la rame qu'avant ».

### **Une ligne droite, plus facile à conduire**

Il a fallu aussi découvrir ce nouvel itinéraire. « Il est plus facile de conduire sur cette nouvelle portion parce que c'est une ligne droite tout du long, ce qui donne une visibilité suffisante pour rouler à vitesse maximale (60 km/h). Alors que par exemple, au niveau de Rosa-Parks, il y a toute une série de virages, certains assez serrés, qui imposent de réduire fortement la vitesse, puis de réaccélérer. Donc là, en comparaison, c'est du gâteau ! », assure Mehdi.

Reste que cette extension croise également de nombreux carrefours, dont certains sont systématiquement embouteillés. « Les deux carrefours les plus compliqués, ce sont ceux de porte d'Asnières et de porte des Poissonniers. Il y aura forcément un temps d'adaptation pour les automobilistes, pour qui cela est nouveau », détaille David Feige-Muller.

« Mais nous sommes en contact étroit avec la ville de Paris et la préfecture de police, et nous avons même une ligne directe avec le *PC Lutèce* (le centre qui contrôle tous les feux de circulation à Paris) en cas de problème. Par ailleurs, les conducteurs de tram disposent d'une commande spéciale qui leur permet de demander la priorité au feu lorsqu'ils s'appêtent à traverser un carrefour.»

### **Les autres usagers doivent s'habituer**

C'est justement la raison pour laquelle la RATP s'appête à réaliser des tests en marche à blanc : ils doivent permettre aux conducteurs de s'habituer à ce nouvel itinéraire et à ses particularités mais aussi aux autres usagers, qu'ils soient à pied, à vélo, à scooter ou en voiture, de se familiariser avec ce nouvel élément dans le décor. « C'est ainsi que nous pouvons vérifier les derniers détails, s'assurer que tout fonctionne et de bien se caler pour qu'il n'y ait pas de mauvaise surprise à la mise en service. » Une mise en service effective qui est donc prévue pour le 24 novembre.

**Grégory Plesse**

**::: ECONOMIE**

**LE JDD – 04/11/2018**

## **3 Ces régions où l'emploi se porte bien**

## **PARADOXE. La croissance est là, mais le chômage ne baisse plus. Pourtant, de nombreux territoires affichent un dynamisme qui leur permet de se rapprocher du plein-emploi, et certains métiers sont en manque de main-d'œuvre. Le JDD les a identifiés**

Il y a des paradis de l'emploi en France. Des endroits où le problème n'est pas de trouver un job mais plutôt de trouver des candidats pour les postes vacants ou créés. Ces eldorados sont parfois connus depuis des dizaines d'années : le Choletais vendéen et ses PME du textile, la vallée de l'Arve, en Haute-Savoie, réputée pour son industrie du décolletage, ou Vitré, en Bretagne, spécialisée dans l'agroalimentaire. Les taux de chômage y sont très inférieurs à la moyenne nationale, on y frise le plein-emploi. « *Ce sont des écosystèmes locaux qui ont toujours fait preuve de leur capacité à se renouveler* », analyse l'économiste Élie Cohen.

Ces cas célèbres ne sont plus des exceptions. Avec le concours d'Adecco Analytics (filiale de l'entreprise de travail temporaire), nous avons identifié les bassins d'emploi les plus dynamiques du pays. À côté des grandes agglomérations attendues, comme Paris ou Toulouse, de nombreuses villes moyennes affichent une tendance positive, comme Guingamp ou Bastia.

Nos reportages dans deux de ces territoires vertueux, à Saclay, nouvelle Mecque du high-tech dans la région parisienne, et à Aurillac, au cœur enclavé du Massif central, dont le tissu économique est aussi diversifié que vivace, confirment que ces îlots prospères se répartissent dans l'ensemble du pays.

Aucune région ne semble donc condamnée au déclin.

Cette radioscopie de la France qui embauche met aussi en évidence le mal qui freine encore la baisse du chômage. Un peu partout, les profils recherchés, qualifiés ou non, font cruellement défaut. « *Avec la politique d'Emmanuel Macron, le climat est devenu plus favorable*, décrypte Élie Cohen. *Les chefs d'entreprise que je rencontre ne se plaignent plus des rigidités du marché du travail. En revanche, tous se déclarent limités par la capacité à trouver les talents qu'ils cherchent.* »

### **Des embauches en forte hausse depuis un an**

Diagnostic validé dans nos colonnes par Geoffroy Roux de Bézieux, le président du Medef, qui pointe l'inquiétant déficit de compétences en France. Pôle emploi dresse une liste préoccupante des métiers dits « en tension », la plupart situés en bas de l'échelle sociale. Mais dans le même temps, de nombreuses spécialités d'avenir, très recherchées pour faire face aux mutations technologiques, font également défaut.

Tiendrait-on l'explication de la remontée du taux de chômage au troisième trimestre (+ 0,4 %) au moment où, paradoxalement, la croissance du PIB (+ 0,4 %) retrouve un peu de vigueur après un début d'année décevant ?

On constate en effet un infléchissement des créations d'emplois dans le secteur privé (29.700 au lieu de 81.500 au deuxième trimestre) même si, sur un an, la progression reste significative (240.900 emplois créés).

L'exécutif a fait des choix forts et assumés. D'un côté, il a réformé le Code du travail pour accorder de la flexibilité aux entreprises et mis en place des mesures fiscales destinées à restaurer leur compétitivité ; de l'autre, il a renoncé au traitement social du chômage si cher aux gouvernements qui l'ont précédé. Depuis un an, 339.000 emplois « aidés » ont été supprimés, selon une étude de la Dares (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques). Cette opération « vérité » se retrouve forcément dans les statistiques...

De son côté, Muriel Pénicaud, la ministre du Travail, avance au JDD une autre explication : « *Quand le marché de l'emploi repart, ceux qui avaient renoncé à trouver un travail s'inscrivent à Pôle emploi dans l'espoir de profiter de la reprise économique. Ce paradoxe s'explique par des intentions d'embauche en très forte hausse, de l'ordre de 18 % cette année, selon Pôle emploi.* »

La reprise est là, certes. Mais, avec l'affaiblissement de la croissance en Europe, sa durée et son ampleur risquent de décevoir.

**RÉMY DESSARTS**

**LE JDD – 04/11/2018**

**4 INTERVIEW // Geoffroy Roux de Bézieux, président du Medef « Ce qui compte, c'est la compétitivité »**



**RÉFORMES. Le numéro un du patronat plaide pour des formations plus adaptées et une refonte des contrats de travail**

**Quel regard portez-vous sur ce taux de chômage qui a cessé de baisser et les difficultés de recrutement qui s'accroissent ?**

Cette situation est complètement paradoxale même si elle n'est pas nouvelle. Cet écart s'amplifie et nous avons une responsabilité collective. La France crée des emplois. Entre le 1<sup>er</sup> janvier 2014 et le 31 décembre 2017, près de 777.000 emplois ont été générés en partie grâce au crédit impôt compétitivité emploi et à l'action des entreprises. En 2017, le taux de croissance a atteint 2,3 %, ce que notre pays

n'avait pas connu depuis la crise. Mais cette croissance ne se traduit pas par une baisse importante du chômage.

### **Vit-on une croissance sans emplois ?**

Non, pas nécessairement. Le facteur n° 1 des difficultés à recruter relève surtout du manque général de formation, de compétences et d'expérience. Nous avons un système de formation assez déconnecté des besoins des entreprises avec, phénomène nouveau, la transformation des business models, qui nécessite une réactivité plus grande des parcours de formation. Or l'offre de formation évolue moins vite que nos besoins. Second facteur : le savoir-être des candidats qui n'est pas toujours adapté. Les fameux *soft skills*. Une étude du Conseil d'analyse économique d'octobre 2018 fait d'ailleurs le lien entre les méthodes pédagogiques prônées à l'école et le retard français pris en matière de maîtrise des compétences comportementales : les élèves français figurent parmi ceux qui ont le moins confiance en eux et ont une faible capacité à coopérer. Or ces manques sont pénalisants en matière d'insertion professionnelle. À ce sujet, les entreprises ont un rôle à jouer plus important que ce qu'elles estiment. Il faut accepter de former l'être humain, ses comportements, avant de le former professionnellement.

### **Est-ce le rôle de l'école de former les jeunes au « moule » de l'entreprise ?**

Les modes d'éducation, basés uniquement sur la notation, les savoirs académiques, l'écrit plus que l'oralité, ne correspondent plus au XXI<sup>e</sup> siècle. La mission de l'école est de construire des citoyens qui s'insèrent. Je le dis humblement car ce n'est ni facile ni évident, et on demande déjà beaucoup de choses aux enseignants. Les entreprises aussi ont un rôle à jouer, car on ne peut pas continuer ainsi.

### **La croissance pourrait-elle en pâtir ?**

Voir le PIB croître de 1,6 % cette année, sans baisse significative du chômage, pose un énorme problème de confiance. C'est le ciment de la démocratie qui peut se fendiller. Faute de pouvoir embaucher – alors que 44 % des PME éprouvent des difficultés de recrutement –, les entreprises sont amenées à ne pas honorer de nouveaux contrats, à ralentir leur production, à recourir à la sous-traitance. Or, plus de recrutements, c'est plus de richesses produites, de rentrées de cotisations sociales, de consommation... Ces difficultés nous coûtent déjà quelques points de croissance et pourraient nous en coûter d'autres.

### **Que faire ?**

Il faut adapter davantage les formations aux besoins des entreprises alors même que leurs environnements évoluent très vite. Et faire entrer plus de demandeurs d'emploi en formation, et cela plus rapidement. Seuls 15 % des sans-emploi accèdent à une formation en France, contre 30 % en Allemagne, et ils mettent deux fois plus de temps pour en faire une qu'outre-Rhin. C'est un enjeu crucial pour Pôle emploi.

### **Le plan investissement compétences (PIC) y répond-il ?**

Des plans, il y en a eu énormément, comme celui qui visait à former 500.000 demandeurs d'emploi sous la précédente mandature et qui fut un échec. Le PIC est bienvenu. Il a démarré tardivement, mais sa philosophie est différente, son ampleur inédite et la méthode nouvelle : la moitié du PIC se décline dans les territoires.

### **Certains secteurs peinent à recruter par manque d'attractivité....**

Certains métiers en tension doivent redorer leur image. Depuis dix ans, beaucoup d'efforts ont été fournis, mais les entreprises ne le font pas assez savoir. Il y a également un souci d'orientation, l'image des métiers est aussi celle que donne l'Éducation nationale. Nous devons travailler collectivement, en faisant intervenir les secteurs dans les écoles, par exemple, pour résoudre ce problème.

### **Les ordonnances travail portent-elles leurs fruits ?**

Le but était très ambitieux : refonder le dialogue social vers un modèle plus coopératif et proche de l'entreprise. Il n'était pas simplement de flexibiliser le marché du travail. Le plafond prud'homal a contribué à faire chuter le nombre de recours, de l'ordre de 15 à 20 %. C'est un gain de rapidité. Depuis plusieurs trimestres, la part des recrutements en CDI remonte. S'il est encore trop tôt pour en tirer une conclusion, on peut supposer que les ordonnances sécurisent les chefs d'entreprise face aux risques de contentieux. Référendum, nouvelles instances du personnel... C'est toute une culture du dialogue social qui doit être changée. Cela prendra forcément du temps. Je lance un appel aux patrons : saisissez-vous des ordonnances, car elles offrent une liberté nouvelle.

### **Allez-vous vous engager à créer un million d'emplois comme votre prédécesseur ?**

Il y en a déjà eu 770.000 ! Mais il faut être lucide, Le sujet est très complexe, multicausal et il n'y a malheureusement pas de formule magique. Je m'engage néanmoins à ce que le Medef de propositions que je porte réfléchisse à ce scandale français que sont les difficultés de recrutement dans une période de chômage de masse et fasse des suggestions pour trouver des solutions.

### **La création d'un bonus-malus sur les contrats courts est-elle une solution ?**

Un CDI rigide ou un CDD plus flexible, mais pas adapté à toutes les situations, c'est une de nos spécificités françaises. Je n'ai pas renoncé à réfléchir, à l'avenir, aux contrats de travail. Je ne peux pas me résoudre à un marché du travail aussi dual et binaire, la question du contrat de travail doit être résolue de façon apaisée avec un socle de droits communs entre CDD et CDI.

### **Et donc ?**

Je ne nie pas que certaines entreprises peuvent abuser des CDD ultracourts. Des secteurs ont aussi besoin d'avoir des CDD très courts et successifs, comme l'hôtellerie et la restauration ou le médico-

social. Des dispositifs adaptés à leurs contraintes devront être trouvés au niveau des branches. Mais vouloir appliquer le même bonus-malus à tous ne me paraît pas être la bonne solution. L'économie diverge, elle ne converge pas. La vision centraliste du gouvernement au travers de ce système n'est pas adaptée à l'économie de demain. Si l'État compte l'imposer, ce sera de force, car nous ne négocierons pas sur un tel dispositif. Travaillons plutôt à résoudre le souci de la « permittance », qui permet dans plusieurs cas que les revenus cumulés aux allocations soient plus élevés que si l'emploi était durable.

### **La politique économique du gouvernement vous est plutôt favorable...**

Le discours reste pro-entreprise et tourné vers une politique de l'offre, mais le dernier projet de loi de finances jette le trouble. Le premier avait corrigé une anomalie française qui était la surtaxation du capital. Ce qui compte, c'est la compétitivité. Or, on ne voit pas de trajectoire claire sur une baisse des impôts de production, à la différence de l'impôt sur les sociétés qui va être ramené à ce qui se pratique ailleurs en Europe d'ici à 2022. Attention, nous ne voulons pas devenir un paradis fiscal, mais nous souhaitons être dans la moyenne européenne. Nous sommes ainsi assez inquiets de la suppression de la taxe d'habitation et de la tentation que certains élus pourraient avoir de la compenser par une hausse de la fiscalité locale pesant sur les entreprises.

### **La situation internationale vous inquiète-t-elle ?**

La mondialisation heureuse est terminée. Il y a une très forte agressivité commerciale de certains pays et, face à cela, nous devons avoir une Europe combative au service des producteurs et pas seulement des consommateurs, et qui tombe l'habit de la naïveté. Le rétablissement des sanctions américaines face à l'Iran est un scandale absolu ! Ça n'est pas à Donald Trump de dire si les entreprises françaises peuvent commercer avec ce pays ou pas. Nous touchons là la limite de la démocratie et réalisons que la souveraineté économique de l'Europe n'existe pas. Il serait pourtant crucial pour notre avenir commun que celle-ci existe.

### **PROPOS RECUEILLIS PAR EMMANUELLE SOUFFI**

**LE JDD – 04/11/2018**

## **5 Cinq chantiers prioritaires**

**SOLUTIONS Face au défaut de formation et au manque de compétences, les employeurs doivent se montrer innovants**

Il suffit de se balader dans les régions pour voir ces camionnettes circuler avec des « 06 » plaqués sur leur pare-brise et ce cri d'alarme : « *Cherche couvreurs, maçons, électriciens* ». D'un bout à l'autre de la France, c'est la traque aux compétences. Une entreprise sur deux éprouve des difficultés pour trouver le profil adéquat, qualifié ou non. Des difficultés de toutes sortes, qui se cumulent souvent.

### **DES FORMATIONS INADAPTÉES**



C'est la principale récrimination des employeurs. Prenez Claude Vaucouloux, président de GISAéro, un groupement d'entreprises dans l'aéronautique (Zodiac Safran, Figeac Aero...). Il dispose d'une centaine de postes à pourvoir dans l'Yonne. Usineurs, tourneurs, fraiseurs, pilotes de centres d'usinage... Faute de perles rares, les stratégies ont été revues. « *On joue sur les délais, on recourt à la sous-traitance, y compris à l'étranger, détaille-t-il. C'est quand même regrettable de voir partir de l'activité que l'on souhaite réaliser en France.* » L'Union des industries et métiers de la métallurgie locale a bien monté un centre de formation pour combler les manques de qualification. Mais il faut du temps pour maîtriser les ficelles. « *Nous avons traversé une décennie tellement difficile que les jeunes se sont désintéressés de nos métiers,* analyse Claude Vaucouloux, de l'UIMM de l'Yonne. *Ils pensent qu'il n'y a pas de débouchés.* » Or, l'industrie, après avoir détruit un million d'emplois, reprend des couleurs.

Dans d'autres cas, les cursus n'existent tout simplement pas. Exemple avec la Manufacture d'histoires Deux-Ponts dans l'Isère. Imprimerie familiale et presque centenaire, elle dispose d'un savoir-faire unique. Massicotier, relieur, couverturier... Cinq postes en CDI seront à pourvoir en 2019. Cécile Kebbal, la DRH, sait déjà qu'elle va devoir redoubler d'imagination. « *Nos métiers sont méconnus,* déplore-t-elle. *Les bacs pro ou BTS arts graphiques, qui sont notre cible de recrutement, préfèrent étudier le marketing.* » Pour tordre le cou aux idées reçues, Pôle emploi a organisé en octobre l'opération #VersUnMétier pour promouvoir les filières en tension, avec des formations à la clé.

## **DES MÉTIERS QUI ÉVOLUENT VITE**

Près d'un métier sur deux ne sera plus le même dans dix ans. Le numérique rend vite les compétences obsolètes. « *Les formations n'ont pas évolué au même rythme que les besoins des entreprises. L'automatisation et les interfaces digitales se sont multipliées, mais peu de candidats les maîtrisent* », observe Christophe Catoire, président France d'Adecco Group, qui a enregistré 100.000 missions non pourvues en 2017.

Pour combler ces lacunes, le gouvernement compte sur le plan d'investissement dans les compétences (PIC), qui doit permettre de former d'ici à 2022 un million de jeunes non qualifiés et un million de demandeurs d'emploi de longue durée. Sur le terrain, Pôle emploi multiplie les initiatives pour doter les candidats des savoirs qui leur font défaut. Avec parfois des aberrations. Cécile Kebbal, de la Manufacture d'histoires Deux-Ponts, a ainsi sélectionné deux personnes dans le cadre d'une « *action formation préalable au recrutement* ». Elle souhaite les embaucher en CDI. Impossible, lui a rétorqué Pôle emploi. Ça ne peut être qu'en... CDD.

## **LE CONFORMISME DES RECRUTEURS**

La ministre du Travail le constate elle-même. « *Trop souvent, les entreprises recrutent des profils entre 28 et 40 ans, plutôt des hommes, qui n'habitent pas dans les quartiers prioritaires et ne sont pas handicapés,* égrène Muriel Pénicaud, autrefois DRH chez Danone. *Les recruteurs ont tendance à coopter les mêmes, à chercher des clones. Il faut ouvrir les écoutilles ; 500.000 personnes en situation de handicap sont inscrites à Pôle emploi ! Avec l'investissement dans les compétences que nous avons lancé, nul n'est inemployable.* »

Vouloir à tout prix le même professionnel que celui qui est parti limite le champ des possibles. « *Les entreprises, et notamment les PME, ont du mal à définir une stratégie de gestion des compétences, estime Hélène Garner, directrice du département travail de France Stratégie. Elles cherchent des compétences transversales, mais faute de pouvoir bien les objectiver, elles se concentrent sur le diplôme.* » Cette chercheuse met l'accent sur « *l'employeur-abilité* », pied de nez à l'employabilité exigée des salariés. C'est-à-dire leur capacité à diversifier les sources de recrutement. « *L'avenir, c'est de recruter des potentiels et pas seulement des CV à coups de mots clés* », renchérit Christophe Catoire d'Adecco Group, qui vient de lancer un Centre de formation d'apprentis aux métiers du recrutement. Tutorat, cooptation, journées portes ouvertes, annonces sur Instagram, Leboncoin... La Manufacture d'Histoires Deux-Ponts ne compte plus sur Pôle emploi. « *Avant, les conseillers venaient nous voir, on échangeait sur les candidats, souligne la DRH. Aujourd'hui, ils servent à indemniser les demandeurs d'emploi.* » Cette PME de 150 salariés recrute aussi de nombreux apprentis à qui elle propose ensuite des CDI.

## **DES MÉTIERS PEU ATTRACTIFS**

Horaires décalés, pénibilité, salaires peu élevés, évolutions limitées... Les métiers les plus difficiles à pourvoir sont souvent ceux qui attirent le moins. Comme l'hôtellerie-restauration, les services à la personne, l'industrie, le BTP. Les familles et les conseillers d'orientation en ont une image dévalorisée. Les conditions d'emploi, souvent en contrats courts, jouent aussi contre ces secteurs dont l'activité dépend des soubresauts conjoncturels. « *80 % des CDD sont inférieurs à un mois, et un tiers d'entre eux, à une journée ou moins ! s'insurge Muriel Pénicaud. Cette précarité qui s'installe durablement n'est pas vivable. On peut et on doit s'organiser différemment.* »

## **UNE MOBILITÉ TROP FAIBLE**

Attirer des perles rares en zone rurale reste un casse-tête ! Claude Vaucouloux le sait bien. Concurrencé par les entreprises franciliennes, il peine à faire venir célibataires et familles dans l'Yonne. « *Il faut une politique d'aménagement du territoire séduisante en termes de logements, de loisirs, d'écoles* », reconnaît le président de GISAéro. Les employeurs de son groupement proposent bien des pied-à-terre ponctuels, le temps que le candidat se fasse une idée de la vie ici. Mais la bi-activité des couples complique la donne. Pour ceux qui cherchent un emploi, disposer d'un véhicule et financer des allers-retours conséquents avec des petits salaires – alors que le prix de l'essence flambe – n'est pas évident.

Cette réalité, les entreprises et les territoires en ont conscience. Certaines offrent des primes de rideaux à l'installation. Les Régions multiplient aussi les aides pour passer le permis de conduire. Les Hauts-de-France proposent des véhicules à 2 euros par jour aux chômeurs qui ont trouvé un emploi loin de chez eux. La loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel a instauré un coup de pouce de 500 euros pour les apprentis qui souhaitent apprendre à conduire. Bref, résoudre les pénuries, ça n'est pas simplement traverser la rue...

**EMMANUELLE SOUFFI**

## 6 Air France doit maintenant négocier avec ses navigants

**Après l'accord global, pilotes, hôtesses et stewards font valoir leurs propres revendications salariales.**

Ben Smith, [le nouveau patron d'Air France](#), n'a pas franchi tous les obstacles pour vraiment apaiser les relations avec les salariés de la compagnie. Le plus dur reste même peut-être à venir. La signature le 19 octobre d'un accord sur les salaires avec la majorité des syndicats d'Air France [prévoit une augmentation de 2 % rétroactive au 1er janvier 2018 et une autre de 2 % en janvier 2019](#). Mais ce texte n'a pas mis un terme aux négociations sociales. Cette semaine, s'engagent deux négociations catégorielles cruciales avec les personnels navigants sur les conditions de travail et les rémunérations.

Les pilotes ouvrent le bal ce lundi. Les attentes du bureau du Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), majoritaire chez les pilotes de la compagnie, sont fortes. Il n'a d'ailleurs pas voulu signer l'accord général sur les salaires du 19 octobre. Le syndicat réclame une hausse de salaires spécifique de 10 % depuis un an.

Après la hausse globale de 4 %, il reste encore 6 % à obtenir. Cette demande avait été mise en sourdine lorsque le président du SNPL d'Air France, Philippe Évain, avait choisi, pour des raisons tactiques, de prendre la tête d'une intersyndicale dans laquelle toutes les catégories étaient représentées: personnels au sol, navigants commerciaux, pilotes.

Il a désormais changé de tenue et repris son uniforme de pilote. Il va cette fois tenter de décrocher une augmentation de rémunération, que la direction pourrait accorder en échange de contreparties. Plusieurs pistes ont été évoquées: un niveau de salaire d'embauche plus bas, un seuil d'heures de vol relevé...

### **Clause de revoyure**

Philippe Évain - dont le mandat à la tête du SNPL pourrait s'achever à la faveur des élections en décembre - a dit tout le mal qu'il pensait du calendrier fixé par Ben Smith, directeur général du groupe Air France-KLM qui porte aussi, provisoirement, la casquette de patron d'Air France. Celui-ci a proposé une clause de revoyure en octobre 2019 ; le SNPL juge cette date trop tardive. L'autre organisation représentative, le Syndicat des pilotes d'Air France (Spaf), pourrait faire entendre une voix différente.

Comme c'est le cas dans toutes les compagnies aériennes, la direction a besoin du feu vert des pilotes pour élaborer sa stratégie de croissance. Il est nécessaire pour débloquer des seuils portant sur le nombre d'appareils en service chez Transavia, la filiale low-cost du groupe, mais aussi pour faire évoluer la flotte de Hop! qui doit être rationalisée. La direction d'Air France aura aussi besoin de leur approbation pour décider de la création ou non d'une «véritable» compagnie low-cost long-courrier qui modifierait leurs conditions de travail. Ce n'est pas le cas avec Joon, compagnie «hybride» fonctionnant avec des pilotes d'Air France.

Mercredi, les syndicats d'hôtesses et de stewards d'Air France vont à leur tour faire part de leurs revendications sur leurs conditions de travail. Là aussi, la direction de la compagnie devrait proposer des contreparties dans l'organisation du travail. Ce nouveau round devrait être plus difficile pour l'équipe de Ben Smith que les négociations intersyndicales. Jusqu'à présent, tous avaient loué les qualités d'écoute de la direction. Cette fois, il s'agit de mettre des propositions sur la table.

[Valérie Collet](#)

## **7 De passage à Paris, Daniel Kretinsky s'explique sur ses intentions dans le secteur des médias français**



### **L'homme d'affaires tchèque s'est exprimé devant les salariés de « Marianne » et du groupe Lagardère, dont il va acheter la quasi-totalité des magazines.**

Paris vaut bien une série de réunions par temps pluvieux. L'homme d'affaires tchèque Daniel Kretinsky, le quadragénaire qui bouleverse le secteur des médias français, était de passage dans la capitale mercredi 31 octobre et jeudi 1<sup>er</sup> novembre. L'occasion de rencontrer le personnel de *Marianne*, [dont il est propriétaire depuis](#) juin, et les représentants de celui du groupe Lagardère, dont il doit parachever, en janvier 2019, l'achat de la quasi-totalité des magazines, parmi lesquels le fleuron de la presse magazine *Elle*. Sans compter tous ceux qui désirent voir en chair et en os l'investisseur venu de l'est. « *Ce serait plus facile de dresser la liste de ceux qui ne m'ont pas demandé le téléphone de Daniel Kretinsky que l'inverse* », commente, en, plaisantant, un vieux briscard du secteur des médias.

Les prises de parole successives de M. Kretinsky lui ont permis de s'expliquer sur ses intentions et de se poser en défenseur des valeurs européennes en démentant être un agent de la Russie, ont indiqué au *Monde* des personnes présentes.

Que ce soit chez Lagardère, où il s'est exprimé mercredi lors d'un comité de groupe qui a duré deux heures, ou à *Marianne*, plus tard dans la même journée, lors d'une rencontre de près d'une heure avec les salariés, le milliardaire qui a fait fortune dans l'énergie a exposé ses vues dans un français parfait, mâtiné d'un léger accent. Il a aussi répondu aux questions avec aisance. « *Il nous a tous bluffés* », a témoigné un des participants au comité de groupe de Lagardère.

M. Kretinsky a expliqué que son intérêt pour les médias était lié à un engagement « *citoyen* ». Cet intérêt s'est d'abord traduit dans son pays, où il a débuté dans le secteur en se portant acquéreur des actifs du groupe helvète-allemand Ringier Springer en 2013, puis en France. Bien qu'il ait nommé l'éditorialiste [Natacha Polony](#), de sensibilité souverainiste, à la tête de la rédaction de *Marianne*, il s'est dit attaché aux valeurs européennes.

### **Une prudence de gestionnaire avisé**

Il s'est également déclaré inquiet de la montée des populismes et du nationalisme. Les médias, a-t-il ajouté, ont un rôle à jouer, alors que se propagent les fausses informations.

M. Kretinsky a aussi plaidé pour une répartition plus juste de la valeur face à des GAFAs (Google, Apple, Facebook et Amazon) trop gourmands. Devant la rédaction de *Marianne*, le quadragénaire a par ailleurs expliqué aimer le ton de l'hebdomadaire, son « culot » pas si éloigné de ses convictions, a-t-il souligné.

Que ce soit devant les représentants du personnel du groupe Lagardère ou à *Marianne*, il a fermement démenti tout attachement pro-russe. Pour preuve, il a raconté un souvenir d'enfance : pendant la « révolution de velours », qui a vu la chute du régime communiste tchécoslovaque en novembre 1989, il a participé, âgé de 14 ans, à une manifestation très tendue. A quelques mètres, a-t-il affirmé, des militaires étaient présents et personne ne savait si la situation allait tourner au drame. « *Je l'ai senti sincèrement touché qu'on puisse le prendre pour un pro-russe* », a indiqué au *Monde* un participant.

Chez *Marianne*, il n'a cependant pas donné plus d'indications sur les investissements à venir, alors que l'hebdomadaire connaît une douzaine de départs dans le cadre de la clause de cession ouverte à

l'occasion du changement d'actionnaire. C'est là où les engagements en faveur de la démocratie ont laissé place à une prudence de gestionnaire avisé. « *Il nous a servi un discours très rassurant, mais sans rien de nouveau* », a jugé un journaliste. De son côté, l'ancien propriétaire, Yves de Chaisemartin, qui a cédé mardi sa place de directeur général mais reste consultant auprès de M. Kretinsky, a jugé que c'était « *un moment utile et nécessaire* ».

### « **Vigilance** » de la **Société des rédacteurs** du « **Monde** »

L'industriel tchèque, [qui a acquis 49 % de la holding de Matthieu Pigasse](#), coactionnaire majoritaire du journal *Le Monde*, n'avait cependant pas prévu de rencontrer des représentants du personnel ou de la rédaction du quotidien. Vendredi 26 octobre, [la Société des rédacteurs s'était dite « surprise »](#) par « *l'annonce brutale* », la veille, de la modification de l'actionnariat du quotidien, expliquant rester « *vigilante* » sur les conséquences de l'entrée au capital de M. Kretinsky.

Jeudi, lors d'une réunion en présence de M. Pigasse, de l'autre coactionnaire majoritaire, le fondateur de Free, Xavier Niel, des représentants du pôle d'indépendance du *Monde* – constitué, notamment, des sociétés des rédacteurs, des employés et des lecteurs – ainsi que du directeur du *Monde*, Jérôme Fenoglio, et du président du directoire, Louis Dreyfus, les actionnaires majoritaires se sont engagés à ce que tout changement de contrôle au sein de la société Le Monde libre, dont MM. Niel et Pigasse sont les cogérants commandités, soit soumis à leur accord préalable, ainsi qu'à celui du pôle d'indépendance. Chaque partie bénéficierait donc d'une forme de droit de veto. Mais les modalités de ce « *droit d'agrément* » doivent être précisées par écrit d'ici au 15 novembre.

Par [François Bougon](#)

## 🗣️ SOCIAL

### LE PARISIEN – 05/11/2018

## 8 Carburants : Macron face à la colère des gilets jaunes

**Le chef de l'Etat fera cette semaine un périple dans l'est et le nord de la France pour célébrer le centenaire de la fin de la guerre de 14-18. Il croisera aussi des Français mécontents, échaudés par la hausse des prix du diesel.**

Pour l'heure, le gilet jaune reste posé sur le tableau de bord. Mais combien seront-ils à l'enfiler, derrière leur volant, le 17 novembre pour bloquer routes et autoroutes du pays ?

Objectif : protester contre la hausse des carburants, qui ont grimpé de 23 % pour le diesel et 15 % pour l'essence depuis un an. Après les « bonnets rouges » qui firent chuter l'Ecotaxe en 2013, le mouvement des « gilets jaunes » fera-t-il vaciller le volontarisme écologique du gouvernement ? [Dans le Jura en fin de semaine](#), le Puy-de-Dôme samedi, à Charleville-Mézières ce dimanche, des opérations escargots « tests » ont déjà été lancées par des automobilistes en colère.

Tout aussi significatif, et alarmant pour le gouvernement, [le succès des pétitions en ligne](#) et la propagation virale, avec plus de 5 millions de « vues », du « coup de gueule » posté en vidéo par une habitante de Bretagne. Alarmant, parce qu'il n'y a rien de plus imprévisible pour un pouvoir qu'un mouvement né spontanément de la société civile, telles les jacqueries d'antan.

Certes, le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux relève à raison [l'instrumentalisation au moins partielle par les partis d'opposition](#), en l'occurrence le Rassemblement national de Marine Le Pen et le petit parti de Nicolas Dupont-Aignan, de cette poussée de fièvre. On sent déjà que LR, avec son numéro 3 Guillaume Peltier, veut rentrer dans la partie en proposant un chèque carburant, tout comme l'écolo Yannick Jadot.

**Macron « assume parfaitement » la hausse de la fiscalité**

Le message d'alerte est en tout cas suffisamment pris au sérieux pour que la secrétaire d'Etat à la transition écologique, [Emmanuelle Wargon, ait habilement choisi ce dimanche soir de répondre à la Bretonne en colère](#), la désormais fameuse Jacline Mouraud, elle aussi par voie de vidéo postée sur Twitter pour rassurer : « il n'y a aucun complot contre la voiture ».

A l'évidence, il y a danger. D'autant que cette semaine, le chef de l'Etat a prévu de renouer avec les Français, en Lorraine, dans les Ardennes ou le Pas-de-Calais, sur les hauts lieux de la Première Guerre mondiale - dont on célébrera dimanche le centenaire de l'armistice. Il passera mardi à Reims, où il trouvera des chefs d'entreprise locaux du secteur des Travaux publics inquiets pour leur activité et - au moins pour deux d'entre eux - déterminés à manifester le 17 novembre.

Pour l'instant, [Emmanuel Macron « assume parfaitement »](#), dit-il dans la presse régionale de l'Est, la hausse de la fiscalité « verte » sur les carburants. Le pouvoir sait que les Français sont partagés, inquiets pour leur pouvoir d'achat d'un côté, exigeants sur la lutte contre la pollution de l'autre. Il espère pouvoir camper sur cette ligne de crête. Beaucoup de choses vont encore se passer d'ici au 17 novembre...

**Des patrons de PME et TPE de travaux publics du Grand Est : « Cette hausse de carburant, c'est un hold-up »** // <http://www.leparisien.fr/economie/cette-hausse-de-carburant-c-est-un-hold-up-05-11-2018-7935201.php>

Séverine Cazes et Henri Vernet

## ::: POLITIQUE

LES ECHOS – 05/11/2018

### 9 Macron lance son opération reconquête des territoires

**A l'occasion du centenaire de l'Armistice de 1918, le chef de l'Etat entame un déplacement hors-norme dans le Nord et l'Est de la France.**

La dimension mémorielle est forte, incontournable. De Strasbourg, où il a démarré dimanche soir par un concert à la cathédrale en présence du président allemand Frank-Walter Steinmeier, à l'Arc de Triomphe dimanche prochain à Paris, Emmanuel Macron passera [une semaine entière en visite dans les lieux emblématiques](#) de la Première Guerre mondiale, pour le centenaire de l'Armistice du 11 novembre 1918.

« *Au tour du 11 novembre 2018, je me rendrai dans les territoires qui furent meurtris par la guerre et qui aujourd'hui sont meurtris par la crise* », avait-il annoncé il y a un an, lors de son discours au Hartmannswillerkopf, montagne des Vosges où une bataille féroce entre soldats français et allemands fit 30.000 morts. Au-delà des commémorations, le chef de l'Etat entend, en effet, donner à ce déplacement inédit une tonalité très politique.

Dans le Nord et l'Est de la France, il se rend également au chevet de régions durement touchées par les crises économiques et sociales ces dernières décennies. « *Elles n'ont pas vécu que les guerres, elles ont également vécu la désindustrialisation et les coups de boutoir de la mondialisation* », a-t-il insisté la semaine dernière dans « Ouest France ». Cette semaine de célébrations est aussi une opération de reconquête pour celui qui est accusé d'oublier les territoires périphériques.

#### Conseil des ministres à Charleville-Mézières

Comme une douloureuse piqûre de rappel, la [crise à l'aciérie Ascoval](#) (Hauts-de-France) montre que le nord de la France n'en a pas fini avec les restructurations industrielles. Au travers de son périple, Emmanuel Macron va donc enchaîner des rendez-vous emblématiques : des visites d'usine - Novasep (pharmacie) à Pompey et Renault à Maubeuge - et un discours au forum économique « Choose France Grand Est » destiné à accueillir les entreprises dans la région, un détour par un Ehpad et un petit-

déjeuner dans un centre social, sans oublier de multiples rencontres avec des élus locaux. Lors d'une interview mardi matin sur Europe 1, il sera interrogé « sur les enjeux des territoires français en difficulté économique ».

Tout le gouvernement est convié mercredi à Charleville-Mézières pour un Conseil des ministres délocalisé. Il aura pour ordre du jour « *la politique du gouvernement en faveur des territoires* », a précisé l'Élysée le week-end dernier.

### **Sonnettes d'alarme**

Pour Emmanuel Macron, il y a urgence à renouer avec ces territoires. L'opposition multiplie les coups de boutoir contre cet angle mort du chef de l'État, multipliant les critiques tant sur le fond que sur la forme. Ainsi de [Xavier Bertrand](#) qui, dans les colonnes du « JDD » dimanche dernier, demande à Emmanuel Macron « *d'échanger vraiment avec nos concitoyens sans leur faire la leçon* ».

Au cours des dernières semaines, nombreuses ont été les voix au sein même de la Macronie et de ses alliés à tirer la sonnette d'alarme sur la rupture avec les territoires et leurs élus. Alain Juppé a évoqué une « *confiance compromise* » entre le gouvernement et les collectivités. Le constat est aussi valable pour les habitants. « *Très souvent, je le concède et le regrette, nous n'avons pas su expliquer ou bien relayer un certain nombre de choses que nous faisons sur les territoires et qui comptent* », a reconnu Edouard Philippe dans une interview parue fin octobre dans plusieurs journaux régionaux.

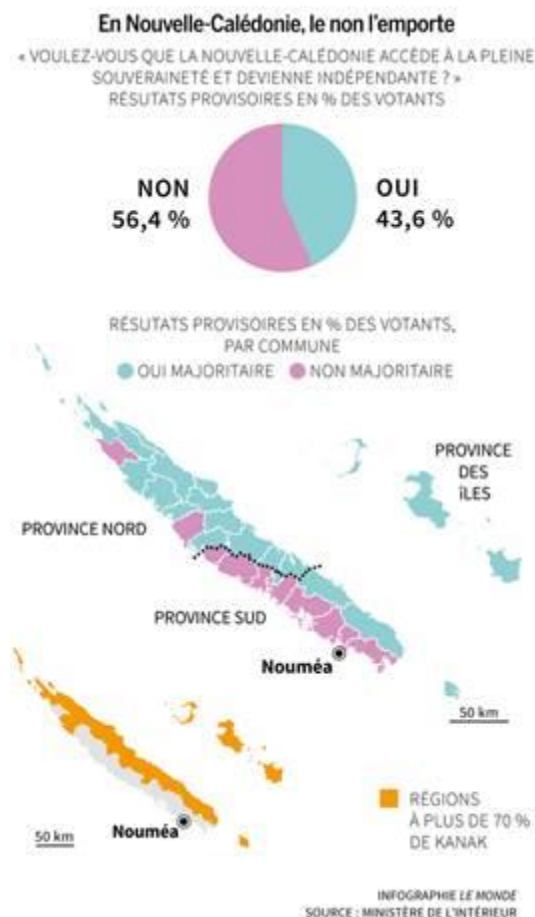
[Un léger réchauffement](#) semble se dessiner avec les collectivités depuis la création, à l'occasion du [dernier remaniement](#), d'un super ministère qui leur est consacré confié à Jacqueline Gourault. L'exécutif a aussi adopté un discours plus teinté d'humilité. Mais la route sera longue pour reconquérir les habitants des zones périurbaines et rurales, tant les motifs de colère sont nombreux : l'envolée du prix de l'essence ou encore les 80 km/h et la hausse de la CSG qui ont bien du mal à passer... Il faudra plus qu'une itinérance.

**INTERVIEW // Laurent Davezies, professeur au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), spécialiste des politiques régionales et urbaines et de développement économique : « Les régions sinistrées ont encore un avenir industriel » // <https://www.lesechos.fr/politique-societe/politique/0600053588491-laurent-davezies-les-regions-sinistrees-ont-encore-un-avenir-industriel-2218789.php>**

**Grégoire Poussielgue**

**LE MONDE – 05/11/2018**

## 10 En Nouvelle-Calédonie, le succès étonnant du « non » rebat les cartes



**Le premier ministre, Edouard Philippe, arrivé lundi à Nouméa, a engagé une série de consultations avec les responsables des forces politiques indépendantistes et non indépendantistes.**

Au lendemain du référendum sur l'accèsion à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie, dimanche 4 novembre, qui a vu le « non » l'emporter largement avec 56,4 % des suffrages exprimés, ce que tous les acteurs politiques et institutionnels retiennent en premier lieu, c'est la forte mobilisation du corps électoral.

Sur les 174 999 électeurs inscrits – jusqu'au dernier moment, des personnes non inscrites mais remplissant les critères requis ont pu être enregistrées –, 141 099 ont pris part au vote, soit une participation exceptionnellement élevée de 80,62 %. Celle-ci avait été de 74,2 % lors de la consultation sur l'accord de Nouméa de 1998.

Des incidents mineurs ont émaillé la nuit de dimanche à lundi, mais ceux-ci sont restés très circonscrits : quelques voitures brûlées ou des caillassages dans les quartiers nord de Nouméa, un incendie déclaré à la Maison coloniale, dans le centre-ville, et quelques barrages sur la « route provinciale 1 », aux abords de la tribu de Saint-Louis. Les autorités et les représentants des partis politiques, cependant, voulaient mettre l'accent sur le déroulement du scrutin qui, outre la forte participation, s'est déroulé dans des conditions très sereines.

**Macron : « se tourner vers l'avenir »**

Reste maintenant à savoir quels enseignements indépendantistes et non-indépendantistes, ainsi que l'Etat, tireront de ce scrutin. Dans une intervention télévisée diffusée dimanche à 13 heures en métropole (23 heures en Nouvelle-Calédonie), Emmanuel Macron a salué ce résultat comme « une



marque de confiance en la République » et a exprimé sa « fierté que la majorité des Calédoniens aient choisi la France ».

« Le seul vainqueur, c'est le processus en faveur de la paix qui porte la Nouvelle-Calédonie depuis trente ans, c'est l'esprit de dialogue », a affirmé le président de la République, qui a invité « chacun à se tourner vers l'avenir ». « Il n'y a pas d'autre chemin que celui du dialogue », a plaidé M. Macron. Il s'est bien gardé, toutefois, d'évoquer la perspective d'un deuxième, voire d'un troisième référendum comme le prévoit l'accord de Nouméa si le oui n'était pas majoritaire.

Dès dimanche soir, c'est la question qui occupait l'essentiel des débats. Le succès du non, moindre que ne le laissaient prévoir les sondages et, surtout, que ne l'escomptaient les dirigeants loyalistes, rebat en partie la donne.

Sonia Backès, la présidente des Républicains calédoniens, et Pierre Frogier, le président du Rassemblement-Les Républicains, ont fait campagne sur le thème d'un « non massif » qui rendrait caduque la perspective des référendums suivants. Ils tablaient sur une victoire par 70 %, voire 80 %, des suffrages en faveur du non. Philippe Gomès, le président de Calédonie ensemble, quant à lui, estimait qu'avec un non à 70 % les deux autres référendums n'auraient pas de pertinence et qu'il faudrait donc négocier avec les indépendantistes un nouvel accord qui se substituerait à l'accord de Nouméa.

### **Lundi « commence la deuxième mi-temps »**

Dimanche soir, paradoxalement, la déception était chez les vainqueurs et la satisfaction chez les vaincus qui, avec 43,6 % des suffrages améliorent légèrement leur score des élections provinciales de 2014. « On a déjoué les pronostics annoncés par les loyalistes, se félicite Roch Wamytan, le président du groupe Union calédonienne-FLNKS du Congrès. Nous considérons que ce référendum est un galop d'essai. Il y aura d'autres rendez-vous et nous comptons bien convaincre le peuple calédonien la prochaine fois. »

Pour Daniel Goa, le président de l'Union calédonienne et porte-parole du FLNKS, « dès le 5 novembre commence la deuxième mi-temps jusqu'en 2020, puis de 2020 à 2022 s'il faut une prolongation ». Même tonalité chez Louis Mapou, président du groupe Union nationale pour l'indépendance du Congrès : « La droite locale faisait le pari que la cause indépendantiste est en régression, ce n'est pas le cas, assure-t-il. Les uns et les autres voudraient que l'on ne parle plus des deux autres référendums mais, plus qu'avant, ils ont bien leur raison d'être. »

Les discussions qui vont s'engager prennent une tout autre tournure avec ce résultat, confortable, certes, pour le non à l'indépendance mais plus étroit qu'espéré dans le camp loyaliste. Les indépendantistes, confortés par la très forte mobilisation de leurs partisans, notamment chez les jeunes, ne se rendront pas à la table des négociations en victimes expiatoires. L'ancien maire de Bourail, Jean-Pierre Aïfa, membre du comité des sages chargé de veiller à ce que le scrutin, estimait, lundi matin, qu'« il vaut mieux travailler avec du 43-57 qu'avec du 70-30 ».

### **Clivages profonds**

Pour l'heure, cependant, les dirigeants non-indépendantistes espèrent encore pouvoir faire l'économie des deuxième et troisième référendums, même s'ils atténuent leurs propos au regard du résultat.

« Compte tenu de la participation, le résultat est incontestable, estime M<sup>me</sup> Backès. Quel est l'intérêt des indépendantistes de reposer la question dans la mesure où, dans deux puis quatre ans, le résultat sera le même ? » M. Gomès, quant à lui, mise toujours sur le dialogue. « L'arithmétique électorale n'est pas bouleversée et les non-indépendantistes restent et resteront majoritaires, assure le député de la 2<sup>e</sup> circonscription. Mais l'arithmétique électorale a ses limites et la seule voie dans ce pays, c'est le dialogue et le consensus. Je crois qu'on doit réfléchir pour voir si on peut éviter cette nouvelle période de campagne électorale, de tensions éventuelles. »

Pour y parvenir, il faudra toutefois savoir prendre en compte les aspirations qui se sont exprimées lors de cette consultation. Les loyalistes tablaient sur un essoufflement de la revendication indépendantiste. Ils avaient probablement négligé la force du sentiment identitaire dans la communauté mélanésienne. Si les lignes ont bougé à l'occasion de ce référendum, il faudra également prendre en considération à la fois les clivages profonds qui traversent la société calédonienne et les évolutions sociologiques en son sein.

Le premier ministre, Edouard Philippe, arrivé lundi matin à Nouméa, a immédiatement engagé une série de consultations avec les responsables des principales forces politiques, indépendantistes et non indépendantistes.

Par [Patrick Roger](#)

## ::: INTERNATIONAL

LES ECHOS – 05/11/2018

### **11 Donald Trump au coeur des élections de mi-mandat**

**Multipliant les meetings depuis la rentrée, le président américain a transformé la campagne en un référendum autour de sa personne. Avec les risques que cela comporte.**

« *Faites comme si j'étais candidat.* » Pour Donald Trump comme pour les Américains, les élections de mi-mandat qui se déroulent mardi n'auront rien d'un scrutin local. « *Ce n'est pas moi qui me présente, mais c'est quand même un peu moi !* », a-t-il expliqué lors d'un meeting dans le Mississippi le mois dernier. *C'est un référendum sur moi.* »

Les « midterms » sont presque toujours perçus comme un baromètre pour le président en place, mais le millésime 2018 le sera plus que jamais. [Selon le Pew Research Center](#), 60 % des électeurs s'apprêtent à voter pour ou contre Trump mardi, un record. Eclipsant complètement les enjeux et candidats locaux, Trump a monopolisé la courte campagne pour ces élections, qui mobilisent peu les électeurs et sont généralement défavorables au parti du président.

#### **« Trump 2020 »**

En deux mois, il aura fait [plus de 30 meetings](#) à travers le pays, deux fois plus que Barack Obama en 2010, et quatre fois plus qu'en 2014. L'occasion de marteler son bilan autant que de valoriser le candidat qu'il est venu soutenir - qui apparaît rarement plus de quelques minutes sur la scène.

Les supporters brandissent d'ailleurs plus volontiers des panneaux affichant le slogan « Trump 2020 » que portant le nom des candidats. Le président, qui n'aime rien tant qu'être en campagne, fait l'aller-retour depuis la Maison-Blanche en l'espace de quelques heures.

#### **Des thèmes nationaux, de la Cour suprême à l'immigration**

Tout au long de l'automne, il a ainsi transformé le scrutin en un gigantesque référendum sur des thèmes nationaux - l'orientation de la Cour suprême, le bras de fer avec la Chine, et ces derniers jours, la politique d'immigration. Les républicains, qui hésitaient en début d'année à faire du président le coeur de la campagne, du fait de sa faible popularité, ne cherchent même plus à s'adresser aux indépendants. Et les membres du parti qui ont choisi de se distancier du président se sont vus écartés pendant les primaires.

« *Quand vous avez un président aussi haut en couleurs, impliqué et omniprésent que celui-là, vous saisissez cette dynamique historique et vous rajoutez des stéroïdes* », a [résumé Steven Law](#),

responsable d'un fonds soutenant les candidats républicains au Sénat. Dans les spots de publicité politique à la télévision, le nom de Trump est plus souvent cité que les impôts ou la santé.

## Stratégie incertaine

L'efficacité de cette stratégie demeure toutefois incertaine : Trump galvanise les républicains autant qu'il insupporte les démocrates. Certains responsables du parti démocrate ont ainsi observé qu'après les meetings du président, les donations et les bénévoles affluaient en leur faveur. L'opposition a d'ailleurs [levé plus d'argent](#) que les républicains, en partie grâce à l'accumulation des dons de petit montant.

Depuis le début de la campagne, les sondages [semblent converger](#) : les démocrates devraient reprendre la chambre des représentants en s'appuyant sur les circonscriptions urbaines où Trump est impopulaire. De leur côté, les républicains conserveraient, voir étendraient, leur courte majorité au Sénat, où seul un tiers des sièges est renouvelé cette année. Ces derniers n'ont pas fait l'objet d'un vote depuis six ans, ce qui devrait défavoriser les démocrates.

### VIDEO. Trump et les risques de destitution : le point sur la question //

<https://www.lesechos.fr/monde/etats-unis/0600067415187-donald-trump-au-coeur-des-elections-de-mi-mandat-2218974.php>

**A mi-mandat, le bilan des promesses du président Trump //** <https://www.lesechos.fr/monde/etats-unis/0600077259508-a-mi-mandat-le-bilan-des-promesses-du-president-2218778.php>

Elsa Conesa

## LE FIGARO – 05/11/2018

### **12 Les nouvelles sanctions américaines contre l'Iran entrent en vigueur**

**À compter de ce lundi, Washington veut empêcher les ventes d'or noir iranien, mettant le marché pétrolier sous pression. Seule une poignée de pays devrait bénéficier d'une exemption temporaire.**

«Les sanctions arrivent. Le 5 novembre.» Sur l'affiche inspirée du feuilleton au succès planétaire Game of Thrones, se détache un Donald Trump imposant et menaçant. Le pastiche a été diffusé vendredi sur le compte Twitter du président américain lui-même! Décidément, l'occupant de la Maison-Blanche se plaît à brouiller la frontière entre fiction et réalité. La réalité, pour l'Iran, est qu'à compter de ce lundi, il lui est interdit - par les États-Unis - d'exporter son pétrole. Après [un premier volet de sanctions entrées en vigueur le 6 août](#), qui touchaient certaines transactions financières et, entre autres, le secteur automobile, Washington s'attaque à l'or noir de Téhéran, dont les ventes représentent entre 70 % et 80 % des recettes d'exportation du pays et environ la moitié de ses ressources budgétaires.

Huit pays bénéficieront d'une dérogation et pourront continuer d'acheter du pétrole iranien pendant six mois. La liste détaillée sera annoncée lors d'une conférence de presse prévue à 8h30 à Washington (14h30, heure française) avec le secrétaire d'État Mike Pompeo et le secrétaire au Trésor américain, Steven Mnuchin. L'Inde, la Corée du Sud et la Turquie seraient du nombre. Ils se seraient engagés à réduire leurs achats de brut iranien en échange d'une tolérance des Américains. «Il y a une poignée de pays qui ont déjà réduit de façon importante leurs importations de brut et ont besoin d'un peu plus de temps pour atteindre zéro, et nous allons leur donner ce temps», a expliqué Mike Pompeo dans une interview dimanche sur la chaîne Fox.

Lors d'un discours télévisé ce lundi, le président iranien, [Hassan Rohani, a assuré que son pays allait contourner ces nouvelles sanctions américaines](#): «J'annonce que nous allons contourner avec fierté vos

sanctions illégales et injustes car elles vont à l'encontre du droit international», a-t-il dit. «Nous sommes en situation de guerre économique et nous affrontons un pouvoir d'intimidation. Je ne pense pas que dans l'histoire américaine il y ait eu jusqu'à présent quelqu'un à la Maison blanche qui contrevienne autant au droit et aux conventions internationales», a déploré Hassan Rohani.

## **Le précédent de 2012**

Grâce à la puissance du dollar, à la dépendance des entreprises du monde entier au marché américain et à leur interventionnisme extraterritorial, les États-Unis peuvent sanctionner quiconque achèterait du pétrole à l'Iran. Donald Trump explique que son «objectif est de forcer le régime (iranien) à faire un choix clair: soit abandonner son comportement destructeur, soit continuer sur le chemin du désastre économique». Washington exige une limitation plus stricte du programme nucléaire de Téhéran, mais aussi un arrêt du programme des missiles balistiques et des activités «déstabilisatrices» des mollahs au Moyen-Orient. Le précédent embargo pétrolier, en 2012, auquel l'Europe participait, avait infligé un rude coup à l'économie iranienne. Et largement poussé Téhéran à signer l'accord de 2015 sur le programme nucléaire, ce même fragile compromis que [Donald Trump a dénoncé en mai dernier](#) au grand dam des Européens qui cherchent aujourd'hui à mettre en place [un mécanisme pour contourner les nouvelles sanctions américaines](#).

«Bien avant novembre, des compagnies ont arrêté leurs investissements en Iran, dont Total qui s'est retiré du projet gazier South Pars 2», rappelle Francis Perrin, directeur de recherche à l'Iris (Institut de relations internationales et stratégiques). «Des compagnies ont arrêté d'acheter du brut iranien dès l'été», ajoute ce spécialiste du marché pétrolier. La France (Total en l'occurrence) achetait encore 100.000 barils par jour en mars. Plus une goutte depuis juin. «Mois après mois, les exportations iraniennes diminuent», constate Francis Perrin. Officiellement, l'Iran a exporté 2,8 millions de barils par jour (Mbj) en avril, avant l'annonce du retour des sanctions. Et seulement 1,6 Mbj en octobre. Même si des exportations clandestines existent, la chute est sévère.

Quel impact cette raréfaction des livraisons iraniennes aura-t-elle sur le marché pétrolier mondial, au moment où les Français se plaignent tant de la hausse des prix à la pompe? La réponse dépendra en partie de l'attitude des deux plus gros clients de l'Iran, [la Chine](#) et l'Inde, qui, ensemble, absorbent les deux tiers de ses exportations officielles. L'or noir iranien représente respectivement 7% et 15% des importations chinoises et indiennes. La Chine peut choisir d'ignorer les sanctions américaines à moins que sa position sur le pétrole iranien n'entre dans le cadre d'une grande négociation commerciale avec Washington.

«La politique de Trump risque de provoquer une pénurie de pétrole et faire monter les prix. Toute la difficulté pour lui consiste à affaiblir l'Iran sans provoquer de flambée», résume Francis Perrin. C'est pour l'éviter que Washington a obtenu de l'Arabie saoudite qu'elle augmente depuis juillet sa production. «Il n'y a pas de danger de pénurie d'ici le début de 2019», assure Francis Perrin. La plupart des experts ne voient pas un baril à 100 dollars dans les prochains mois. Car de leur côté, les États-Unis ont considérablement accru leur production de pétrole de schiste, précise Antoine Rostand du cabinet Kayros: «En un mois, le Texas a augmenté son volume de 400.000 barils par jour, c'est énorme.» Le Canada et le Brésil sont aussi dans une phase d'offre ascendante tandis que côté demande, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) note une progression amoindrie. La combinaison de ces facteurs explique qu'après une poussée à 85 dollars il y a un mois (le plus haut depuis quatre ans), le prix du baril de Brent soit redescendu autour de 75 dollars ces derniers jours, et ce malgré l'entrée en vigueur de l'embargo contre l'Iran.

Les chiffres des exportations iraniennes fin novembre n'en seront pas moins guettés par les marchés. Surtout, «la question est de savoir ce que feront l'Arabie et la Russie qui pourraient de nouveau limiter leur production», s'interroge Antoine Rostand. Même si le marché mondial est bien pourvu, Téhéran prédit que les sanctions américaines ne feront qu'attiser sa volatilité.

**Vidéo : [Etats-Unis - Iran : jusqu'où ira l'affrontement ?](#) //**

<http://premium.lefigaro.fr/conjoncture/2018/11/04/20002-20181104ARTFIG00132-l-embargo-contre-l-iran-met-le-marche-petrolier-sous-tension.php>

## Fabrice Nodé-Langlois

Vous souhaitant une bonne journée.

Bien à vous,

### **Elena NATALITCH**

Chargée de Communication

251, bd Pereire - 75852 PARIS Cedex 17

Tél. : 01 40 55 12 43

Fax : 01 40 55 12 40

[elena.natalitch@medef-idf.fr](mailto:elena.natalitch@medef-idf.fr)

[www.medef-idf.fr](http://www.medef-idf.fr)

<https://www.facebook.com/medef.idf>



Mouvement des Entreprises de France  
**MEDEF Ile-de-France**

